

Tous en grève

Mardi 12 septembre

Des ordonnances contre

les droits des salariés

LA FONCTION
PUBLIQUE EST
VOTRE CHOIX.
VOUS DÉFENDRE
EST NOTRE
COMBAT.

Le 20 septembre 2017, Macron, son gouvernement, le Medef ont décidé de détruire le code du travail.

C'est une vraie machine de guerre sous ordonnance qui se met en place contre l'ensemble des salariés (privé, public, retraités, privés d'emplois ainsi que notre jeunesse), cette machine vise à détruire tous les conquits sociaux gagnés par le monde du travail.

Ces choix politiques ne favoriseront pas la reprise de l'économie. Ce qui l'affecte, ce sont l'ensemble des somptueux cadeaux aux entreprises sous formes d'exonérations de cotisations à l'image du CICE ainsi que du pacte de responsabilité. Ce sont les gigantesques dividendes versés aux actionnaires au détriment de l'investissement, de la recherche et de l'innovation.

Les agents de la fonction publique ne sont pas épargnés et subissent de nombreuses attaques spécifiques : gel du point d'indice, prévision de 120 000 suppressions d'emplois (dont 70 000 dans la seule FPT), rétablissement de la journée de carence, augmentation de la CSG sans garantie d'amélioration du pouvoir d'achat, remise en cause du calendrier des mesures de réévaluation des grilles indiciaires PPCR (ce qui

Quelques exemples

Le « contrat de projet » : c'est un CDD hyperflexible, sans durée préétablie, sans prime de précarité, mais avec possibilité de licenciement à tout moment.

Le plafonnement des indemnités prud'hommales : c'est une carte blanche aux licenciements abusifs et à la délinquance patronale.

Le référendum d'entreprise sur initiative patronale : c'est une arme qui met les salarié-e-s le dos au mur pour leur imposer un projet d'accord refusé par les syndicats majoritaires.

Le « licenciement sui generis » : une invention exécutable pour licencier automatiquement les salarié-e-s qui refuseraient la modification de leur contrat de travail suite à « l'accord ».

constituerait une trahison des engagements de l'État et du dialogue social), baisse du pouvoir d'achat des retraités, baisse des dotations aux collectivités territoriales de 11 milliards en 2018.

Devant la gravité de la situation et de la riposte nécessaire, **la CGT – Solidaires - FSU du département** du Cher appellent l'ensemble des salariés du public et du privé à faire grève et à participer aux manifestations.

Venez nombreuses et nombreux aux rassemblements dans le Cher :

BOURGES 10h30 Place Séraucourt

VIERZON 10h30 Forum République

ST-AMAND 10h30 Place de la République

ST-FLORENT 10h30 Place de la République